



HAL
open science

Entretien avec Neila Saadi autour des Éclairages variés sur la Libye contemporaine (2023)

Neila Saadi, Selma Hentati

► **To cite this version:**

Neila Saadi, Selma Hentati. Entretien avec Neila Saadi autour des Éclairages variés sur la Libye contemporaine (2023). *La Lettre de l'IRMC: Institut de recherche sur le Maghreb contemporain*, 2024, 36, pp.64-69. halshs-04692990

HAL Id: halshs-04692990

<https://shs.hal.science/halshs-04692990v1>

Submitted on 10 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

sous la direction de
Neila Saadi

Éclairages variés sur la Libye contemporaine

VARIA | Entretien avec Neila Saadi*

Éclairages variés sur la Libye contemporaine (2023)

Pour commencer avec une perspective élargie, la Libye souffre-t-elle aujourd'hui d'un déficit de contributions de recherches en sciences humaines et sociales ?

La Libye n'est pas mon terrain de recherche premier : j'ai moi-même, grâce à ma collaboration avec l'IRMC¹, découvert ce déficit. Si l'on parle d'après 2011, celui-ci peut être simplement expliqué par le fait que le terrain n'est pas accessible, que ce soit aux sociologues, aux anthropologues ou aux historiens, qui travaillent à partir des documents. Certes, pour les sciences politiques on peut comprendre et analyser le terrain à travers l'actualité et les informations qui sont diffusées par les autorités. Mais cela n'est pas comparable au travail de terrain dans le pays, au fait de mener des entretiens et d'observer sur place comment la société change et se développe. Avant 2011, la situation n'était pas bien meilleure : on sait la sévérité du régime de Kadhafi et ses restrictions, mais en comparaison avec les terrains tunisien ou marocain, il y a un déficit en termes de quantité. Après les « printemps arabes », le terrain est resté inaccessible, et les chercheurs font écho aux difficultés d'y accéder et d'y mener des entretiens. Ils essaient de trouver des alternatives (entretiens en ligne, rencontres avec la diaspora libyenne, etc.), mais cette démarche est radicalement différente de celle d'accéder au terrain librement. Aux restrictions politiques s'ajoute la situation sécuritaire : même en obtenant une autorisation officielle de l'État libyen pour mener des recherches en Libye, il faut être accompagné, ce

qui rebute les chercheurs. Il y a des régions en Libye auxquelles les Libyens eux-mêmes ne peuvent pas accéder.

Quand nous avons mené le [projet à l'origine de l'ouvrage](#), l'un des objectifs était de rassembler un fonds documentaire sur la Libye dans une optique de partenariat avec les universités libyennes qui avaient exprimé le souhait de recevoir de nouvelles publications. Mais à l'IRMC, notamment avec l'équipe des bibliothécaires, cette tâche a été très difficile, et nous n'avons pas pu identifier autant d'ouvrages que nous l'espérions. C'est alors qu'est apparu le constat des difficultés à produire du savoir sur la Libye en relation directe avec le terrain. L'instabilité politique, le fait qu'il n'y ait pas de gouvernement continu, et le manque de clarté des décisions et procédures sont autant d'éléments, parfois même très ordinaires, qui ne permettent pas de planifier les recherches à plus ou moins long terme.

L'ouvrage couvre une chronologie très vaste, notamment les contributions de Nora Lafi et d'Enaam Sharfeddine, qui traitent du XIX^e siècle. Quel est l'apport de ces éclairages relativement anciens sur la Libye actuelle ?

Ce qui lie les textes de [Nora Lafi](#)² et [d'Enaam Sharfeddine](#)³, c'est que toutes deux sont parties d'un même corpus, les notes manuscrites de Hasan al-Faqih Hasan, une source très précieuse pour la période. Chacune a su exploiter les données de cette source à sa manière. Enaam Sharfeddine esquisse et permet de mieux

* Entretien initialement conduit lors de la 38^e édition de la Foire internationale du Livre de Tunis (FILT) le 26 avril 2024. Propos recueillis par Selma Hentati.

1. En 2020-2021, Neila Saadi a coordonné le projet « La jeune recherche en sciences humaines et sociales (JRSHS) : un outil de développement au service de la Libye » à l'IRMC. Plusieurs activités ont été menées dans ce cadre, notamment un colloque international en 2021 intitulé « La Libye contemporaine entre Afrique et Méditerranée », ainsi qu'un numéro hors-série de *La Lettre de l'IRMC* (« Focus sur la Libye contemporaine », disponible en français et en arabe). Plus récemment (2023), elle a organisé à Tunis un colloque sur le patrimoine libyen : « Situations contemporaines des patrimoines archéologiques, manuscrits et culturels en Libye et au Maghreb : des richesses à préserver ? », en collaboration avec Katia Boissevain (IRMC) et Sébastien Garnier (Centre Jean Pépin/CNRS).

2. LAFI Nora, 2024, « Réflexions sur l'historicité de la délibération dans le monde arabe : Tripoli à l'époque ottomane », in N. Saadi (dir.), *Éclairages variés sur la Libye contemporaine*, Tunis, IRMC, 35-70.

3. SHARFEDDINE Enaam, 2024, « Hasan al-Faqih Hasan : parcours et réseaux sociaux d'un négociant et notable de Tripoli dans la première moitié du XIX^e siècle », in N. Saadi (dir.), *op. cit.*, 71-112.

comprendre les réseaux sociaux et économiques qui régissaient la société libyenne de l'époque. Cheikh Hasan appartenait à une famille très respectée, qui bénéficiait d'une notabilité religieuse. Une fois sa famille établie à Tripoli, elle a employé cet héritage pour s'insérer dans le réseau économique, en montant un commerce. C'est ainsi qu'elle a pu intégrer la notabilité économique de Tripoli. Nora Lafi, quant à elle, poursuit [un projet de recherche dans lequel s'inscrit cet article](#), visant à démontrer que la pratique de la démocratie n'était pas aussi méconnue par les sociétés maghrébines qu'on le pensait habituellement ; si la démocratie n'y prend sans doute pas les mêmes formes que celles que l'on connaît en Europe (voter, élire, etc.), des pétitions circulaient à cette époque à Tripoli, de même qu'on avait institué des modes de délibération pour la résolution des conflits. C'est ce qu'elle a pu retracer à partir de cette même source, entre autres. Ces travaux nous permettent de comprendre la société sur un temps relativement long à travers deux volets : social et économique d'une part, politique d'autre part.

Quelle place occupe Kadhafi dans la recherche en Libye ? Peut-on parler d'une saturation ? Faut-il s'en émanciper pour aborder d'autres problématiques ?

La figure de Kadhafi, comme toute autre figure marquante, peut constituer un objet de recherche en lui-même, que l'on peut étudier à travers ses actes, son projet politique ou ses prises de parole. Il ne peut être négligé en termes d'impact sur le paysage politique libyen. Mais les chercheurs savent éviter l'écueil visant à faire d'un seul acteur le responsable d'une situation politique, et à lui attribuer l'ensemble des difficultés du pays. Quand on analyse un terrain, il faut comprendre le contexte, les mécanismes qui le régissent, ainsi que les différents acteurs, intérieurs comme extérieurs, qui y participent. La politique de Kadhafi était certes autoritaire, mais elle a été mise en place à travers des institutions juste après l'indépendance de la Libye. Mustafa Ettir, un des premiers sociologues libyens, et [auteur d'un article en arabe](#)⁴ dans l'ouvrage collectif sur l'évolution

4. ETTIR Mustafa, 2024, « État et société en Libye avant et après la révolution du 17 février 2011 : une approche sociologique » (en arabe), in N. Saadi (dir.), *op. cit.*, 15-34.



Neila Saadi à la Foire internationale du Livre de Tunis (FILT), le 26 avril 2024. © Hend Ben Othman

Entretien avec Neila Saadi à la FILT, autour de son ouvrage et de l'open access. © Hend Ben Othman

de la société et de l'État après le 17 février 2011, propose aussi bien une analyse sociologique de l'histoire politique de la Libye que le témoignage, très précieux et riche, du militant de la société civile qu'il a été. Ses travaux permettent de comprendre comment un régime autoritaire peut se mettre en place à travers des institutions.

On peut aussi, plutôt que sur la personne de Kadhafi, travailler sur l'héritage mémoriel associé à ce personnage. On entend parfois qu'avant 2011, tout allait mieux, constat également récurrent en Tunisie où la période prérévolutionnaire peut parfois susciter une certaine nostalgie dans la population. En tant que chercheuse, ce sujet me passionne : comment une personne qui a une représentation négative peut-elle, à un certain moment, symboliser quelque chose de positif, véhiculer une représentation radicalement autre que celle communément admise ? Comment ces diverses représentations se négocient-elles dans le temps, entre les individus ? En écartant la personne de Kadhafi en tant que personnage politique, la question de la mémoire interroge cet héritage et ses répercussions.



Quel traitement est fait de la période coloniale (1911-1947) dans les études de SHS sur la Libye ?

C'est très problématique. Nous pourrions mettre en perspective les rapports entre la Libye et l'Italie d'une part, et entre l'Algérie et la France d'autre part. D'un côté, on essaye de comprendre qu'il faut prendre de la distance par rapport à un contexte et à un événement historique. La décolonisation du Maghreb a eu des retombées économiques, elle a fait surgir des questions de mémoire et de souffrance, et le régime fasciste italien en Libye a déployé une violence similaire au colonialisme français pendant l'occupation française de l'Algérie. Encore aujourd'hui, dans les manifestations scientifiques qui traitent de ces questions, le débat peut parfois devenir délicat. Sur le plan pratique et scientifique, la plupart des chercheurs qui travaillent sur la période coloniale de la Libye soulèvent le problème de l'accès aux archives en Italie. Malheureusement, l'Italie demeure réticente à les rendre publiques, alors qu'elles ont plus de cinquante ans. On comprend qu'elles risquent probablement de soulever des débats, de déclencher des

5. YOUNIS Mustafa, 2024, « La politique fasciste d'assimilation et de naturalisation en Libye italienne (1934-1939) » (en arabe), in N. Saadi (dir.), *op. cit.*, 113-133.

polémiques ou des crises diplomatiques, alors que la démarche de la recherche est de comprendre.

L'article de Mustafa Younis⁵ présente l'intérêt de se défaire des *a priori* et de parvenir à composer avec ce sujet sensible. En traitant de l'ère Italo Balbo, personnage fasciste en Libye colonisée, il a su montrer que la politique italienne y a suivi divers temps, diverses étapes : négociation pour un traitement égalitaire entre Libyens de Tripoli et résidents italiens, très bonne réception de son projet par les autorités italiennes pour engager une communication plus fluide avec la société « indigène », mais, pour des raisons électorales, à l'intérieur du parti, marginalisation de cette initiative. Des calculs politiques ont mis à mal le projet, qui a fini par être abandonné. Ces travaux, en dépassant la représentation traditionnelle d'Italo Balbo en tant qu'homme de pouvoir autoritaire et violent, montrent que, plus que les personnes, ce sont parfois les relations entre les individus qui sont déterminantes dans les orientations que peut prendre une politique.

Deux textes abordent la thématique du genre, les droits des femmes et leurs conditions en Libye. Quelles sont les transformations que l'on a pu observer aux niveaux sociétal et politique en ce qui les concerne ?

Le texte de Jinan Limam⁶ suit étape par étape l'évolution de la question de la participation politique des femmes en Libye après 2011, puisqu'elle a eu la chance, en tant qu'experte de la question, d'accéder directement au terrain. Elle pose son regard sur les débats qu'ont soulevés la place des femmes dans l'espace public et leurs droits dans la constitution, en même temps qu'elle retrace le combat mené par la société civile, surtout féminine. Beaucoup découvriront qu'il existe une société civile libyenne qui demande la laïcité, l'égalité, la liberté, bref, les mêmes demandes formulées dans les pays marqués par les « printemps arabes ». Certes, Jinan Limam rappelle les droits existants sous Kadhafi en faveur des femmes, mais ces acquis ont été théoriques, rapidement absorbés par la complexité du terrain politique libyen, face à des priorités et des combats jugés plus importants que ceux pour les droits des femmes – rappelons que la Libye n'a pas encore de constitution à ce jour.

Elle rappelle également que beaucoup de militantes ont été assassinées en Libye pour leurs prises de positions politiques, tandis que d'autres, qui demandaient à être traitées sur un pied d'égalité avec les hommes et de jouir de droits égalitaires en tant que citoyennes, ont dû quitter le pays. L'effort des femmes libyennes continue, notamment avec la diaspora féminine, très engagée.

La contribution d'Amal Obeidi et Thomas Hüsken⁷ poursuit un autre objectif, mais il montre également comment une institution spécifique accessible aux femmes, qui pouvaient y siéger et étaient autorisées à y échanger, a subi le même recul, et la façon dont elles ont été invitées à regagner leur place « naturelle », c'est-à-dire l'espace privé. Ces deux textes, avec des visées certes différentes, ne se font pas moins écho en cela qu'ils dévoilent les difficultés rencontrées par ces femmes dans une société qui demeure très conservatrice, et dans un

6. LIMAM Jinan, 2024, « La participation politique des femmes en Libye : le bilan contrasté de la transition », in N. Saadi (dir.), *op. cit.*, 175-214.
7. OBEIDI Amal S., HÜSKEN Thomas, 2024, "Contested Issues and Developments in Post-Qadhafi Libya: The Case of Cyrenaica" (en anglais), in N. Saadi (dir.), *op. cit.*, 145-174.

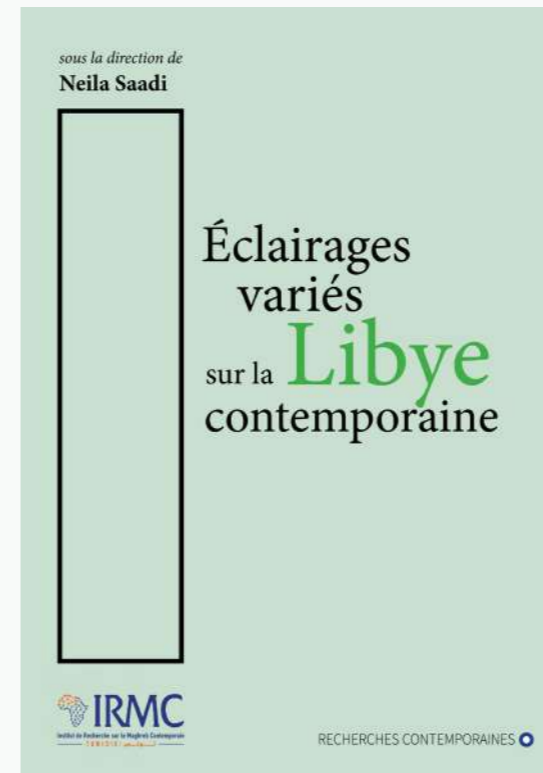
espace politique libyen très réticent à toute réforme, *a fortiori* en faveur des femmes.

Pour finir, pourquoi avoir choisi l'open access pour cette publication ? Quel est le rapport des étudiants à l'open science ? Leur approche des publications scientifiques est-elle vouée à évoluer avec ce format ?

Les étudiants d'aujourd'hui, probablement chercheurs de demain, n'ont sans doute plus le même rapport à l'écrit que nos générations. Ils ont plus de facilité à consulter les travaux sur leurs téléphones, tablettes ou ordinateurs. Quand on pense que les étudiants ne font plus leur travail de recherche en bibliothèque, mais sur Google ! Une certaine facilité s'est installée, grâce aux nouvelles technologies – ou malgré elles, sur certains aspects –, et on ne peut pas arrêter cette progression. Il faut savoir la gérer, la saisir et en profiter, tout en guidant les étudiants. Notre rôle est de bien les orienter, de leur faire gagner du temps, de les diriger vers tel site, telle revue ou telle plateforme en ligne qui permettent d'accéder à des écrits sérieux, qui respectent les normes d'une publication scientifique.

Le présent ouvrage suit toutes les étapes du manuscrit scientifique édité, mais il se distingue en cela qu'il est dématérialisé et gratuit. Certes, il a pour principale cible un public scientifique, mais il vise aussi plus large, notamment des lecteurs de tous horizons, auxquels la recherche en sciences humaines et sociales a vocation à s'adresser. Je crois que nous devons non seulement prioriser la science ouverte, mais aussi plaider en sa faveur et mettre en avant le rôle que jouent les sciences humaines dans nos sociétés, qui traversent des périodes inquiétantes à plusieurs niveaux. J'espère que l'IRMC continuera d'être une plateforme qui réunit pour faire aboutir de tels projets. En tant que chercheuse tunisienne, je plaide pour qu'on crée des structures nationales mettant en valeur le chercheur tunisien et ses travaux à travers la science ouverte. Les sciences humaines et sociales ont besoin d'atteindre un public élargi, ce que permet ce type de publication.

Propos recueillis par Selma Hentati



Collection « Recherches contemporaines », en open access

La collection « Recherches contemporaines » de l'IRMC a vocation à participer à la diffusion d'une science ouverte, accessible et exploitable par des chercheurs en sciences humaines et sociales du Maghreb, d'Europe et d'ailleurs.

Exclusivement électronique, elle permet la mise à disposition de travaux de recherche de disciplines variées (histoire, sociologie, anthropologie, géographie ou science politique). La collection est spécialisée dans les travaux de recherche portant sur les sociétés ou l'actualité tunisiennes, algériennes ou libyennes.

Ces travaux peuvent être issus d'écoles doctorales ou thématiques, de programmes de recherche, de thèses de doctorat, mais aussi de séminaires, colloques et conférences retranscrits. Cette collection prend la suite des « Études et travaux de l'IRMC ».